



## Réduire la violence entre agriculteurs et éleveurs au Mali

[africacenter.org/fr/spotlight/reduire-la-violence-entre-agriculteurs-et-eleveurs-au-mali/](https://africacenter.org/fr/spotlight/reduire-la-violence-entre-agriculteurs-et-eleveurs-au-mali/)

Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

8 août 2019

La convergence entre la violence agriculteurs-éleveurs, l'ethnicité et les groupes extrémistes requiert une réponse à plusieurs niveaux qui privilégie une approche centrée sur la population.



Élevage de bétail au Mali. (Photo: © [Curt Carnemark / World Bank](#))

Un accroissement des tensions entre agriculteurs et éleveurs exacerbe l'environnement de sécurité fragile qui existe au centre du Mali. Au cours d'un entretien avec le CESA, [le lieutenant-colonel Alou Boi Diarra](#) examine les facteurs à l'origine de la crise grandissante entre les agriculteurs et éleveurs et les mesures à prendre pour en inverser la tendance. Le lieutenant-colonel Diarra est un diplômé récent du College of International Security Affairs de la National Defense University (NDU) à Washington, DC. Sa thèse intitulée « Armed National Building : Disbanding Ethnic Militias and Ending Farmer-Herder Violence in Central Mali », lui a valu quatre distinctions prestigieuses dont l'Outstanding International Fellow Award de la NDU.

### *Que signifie la violence entre agriculteurs et éleveurs au Mali ?*

Les violences intercommunautaires persistantes entre les communautés d'éleveurs peuls et les agriculteurs bambaras et dogons constituent une menace existentielle à un Mali uni et pacifique. En mars 2019, plus de 150 éleveurs peuls ont été tués par des milices dogons au centre du Mali. En juin, un raid d'éleveurs peuls sur des villages dogons a causé la mort d'au moins 35 personnes.

Au Sahel, y compris au Mali, les conflits entre éleveurs et agriculteurs étaient auparavant résolus soit à l'aide des mécanismes coutumiers locaux soit sur la base d'accords traditionnels sur les lignes de démarcation séparant les terres agricoles des pâturages et sur l'accès aux pâturages et la réglementation des migrations. La plupart de ces systèmes se sont affaiblis pendant de la période contemporaine, la force ayant remplacé la diplomatie et les normes coutumières.

La disponibilité des armes, associée aux liens complexes existant entre organisations criminelles, trafiquants et groupes terroristes, a engendré une culture de violence qui s'est enracinée et propagée à travers le Mali. Le résultat est un affaiblissement des initiatives visant à une coexistence pacifique et à la résolution des conflits par des moyens non violents.

## ***Quels sont les principaux facteurs de conflit entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs ?***

---

La violence repose principalement sur une concurrence pour des ressources rares mais nécessaires au maintien de moyens de subsistance économique dans un contexte de changement climatique, de changements démographiques, d'insurrection djihadiste et de manipulations politiques par les élites locales. Ces problèmes sont aggravés par une gouvernance faible, inexistante dans certains cas, dans les régions éloignées du Mali. C'est dans cet environnement de fragilité de l'État, de gouvernance locale et nationale faibles, d'inégalités sociales et d'insécurité généralisée que les communautés se sont organisées en milices pour défendre leurs moyens de subsistance, leurs villages et leurs familles. La violence a aussi empiré en raison de l'utilisation de discours sectaires par toutes les parties qui visent à déshumaniser ceux qu'ils perçoivent comme leurs ennemis. Tous ces éléments contribuent à créer un contexte qui incite aux conflits et les rend résistants à une résolution pacifique.



Un paysan malien. (Photo: [UN / Marco Dormino](#))

## ***Dans quelle mesure l'extrémisme religieux exacerbe-t-il la violence entre agriculteurs et éleveurs ?***

---

La religion n'est pas le principal facteur de la violence aujourd'hui. Les communautés d'éleveurs peules partagent les mêmes croyances islamiques que les communautés voisines d'agriculteurs bambaras et dogons. Le principal problème, d'un point de vue religieux, est que les groupes djihadistes exploitent les lignes de fracture préexistantes pour parvenir à leurs objectifs. Par exemple, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), mieux connu sous le nom de Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen (JNIM), une coalition de groupes extrémistes opérant au centre du Mali, a été très efficace à cet égard.

Sa capacité à manipuler les identités entre agriculteurs et éleveurs contredit le discours dominant selon lequel les groupes djihadistes luttent toujours pour des causes internationales. Le groupe a adopté une « stratégie d'indigénisation » axée sur les problèmes locaux. Il s'est aligné sur les causes peules, s'alliant avec le prêcheur radical peul Amadou Kouffa, qui demeure un symbole puissant de la résistance peule. En tant que chef du mouvement extrémiste du Front de libération du Macina, ou Katiba Macina, Amadou Kouffa a aidé le JNIM à mobiliser les jeunes éleveurs peules en donnant voix leurs doléances contre le système de propriété foncière en place dominé par les communautés d'agriculteurs.

## ***Quelles réponses efficaces le gouvernement peut-il apporter ?***

---

« Le gouvernement adopte une stratégie de sécurité centrée sur le peuple malien qui aura pour objectif de restaurer la confiance. »

Le gouvernement malien a pris de nombreuses mesures pour mettre fin à la violence et ses initiatives politiques récentes ont des résultats encourageants. Néanmoins, le cycle continu d'attaques et de représailles indique que les réponses actuelles sont insuffisantes. Comme les manifestations précoces de la crise touchaient plus particulièrement les institutions, les agents et les symboles de l'État, les réponses du gouvernement malien étaient tout naturellement centrées sur l'État. Elles ont eu pour conséquence involontaire de négliger une grande partie de la population, qui s'est sentie de plus en plus vulnérable et méfiante à l'égard des intentions du gouvernement.

Après avoir tiré les leçons des actions menées, il faut que le gouvernement adopte une stratégie de sécurité centrée sur le peuple malien qui aura pour objectif de restaurer la confiance avec les populations affectées et de bâtir une nation solidaire, inclusive et démocratique. La légitimité dans ce contexte doit être basée sur la capacité du gouvernement à protéger l'ensemble des communautés tout en préservant les libertés civiles, en respectant les droits humains et en renforçant l'état de droit.

Une nouvelle stratégie d'intervention devra être axée sur les quatre éléments suivants :

- Premièrement, les réformes de gouvernance devront porter sur la restauration de la légitimité du gouvernement et l'état de droit, la création d'opportunités économiques, l'amélioration des moyens de subsistance et l'utilisation de mécanismes coutumiers pour exprimer les doléances au niveau communautaire.
- Deuxièmement, les efforts de développement devront régler les doléances sociales et économiques sous-jacentes, notamment l'établissement d'une politique de propriété foncière plus consensuelle.
- Troisièmement, le gouvernement devra améliorer ses efforts de communication stratégiques pour modifier les perceptions sur les plans intérieur et extérieur, lutter contre la propagation des discours terroristes malfaisants et promouvoir la légitimité, la réconciliation, l'unité nationale et l'apaisement.
- Enfin, le gouvernement devra mobiliser les différents acteurs de la communauté internationale de manière à ce qu'ils tiennent compte des paradigmes de sécurité humaine inclusifs et axés sur la population.

### ***Quels rôles les citoyens jouent-ils dans l'atténuation des tensions ?***

---

Un pays fort doit être bâti sur des fondations solides, avec la participation active de tous les citoyens. Les Maliens de tout bord ont fermement condamné la violence, ce qui prouve que tous les citoyens restent sensibles au sort de leurs compatriotes. Toutefois, le risque de polarisation et de fragmentation est toujours bien présent en raison des niveaux élevés de tension et de déclarations incendiaires. Par ailleurs, les disparités économiques croissantes entre les populations urbaines et rurales rendent plus complexes l'expression d'une identité commune à toutes les couches de la société malienne.

« L'engagement et de la participation des citoyens aux problèmes de sécurité ... s'agit de la seule voie viable pour parvenir à une paix durable qui s'attaque aux causes profondes d'une violence meurtrière. »

En complément de l'action gouvernementale, les organisations de la société civile ont un rôle important à jouer dans la promotion du dialogue communautaire et des initiatives de réconciliation, dans le renforcement et la valorisation des mécanismes traditionnels de résolution de conflit et dans la mise en œuvre d'une sécurité inclusive.

L'initiative des organisations de la société civile malienne de lancer le *Livre blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali* en février 2019 démontre la résilience et la pertinence continue des organisations de la société civile malienne qui se sont données pour mission de relever les défis auxquels le pays fait face. L'initiative a rassemblé plus de 90 représentants de la société civile, du monde universitaire et de la police qui ont cherché à réaliser un consensus basé sur les approches de sécurité humaine pour résoudre les crises auxquelles le pays est confronté.

De telles initiatives soulignent l'importance de l'engagement et de la participation des citoyens aux problèmes de sécurité, car il s'agit de la seule voie viable pour parvenir à une paix durable qui s'attaque aux causes profondes d'une violence meurtrière.

### **Ressources complémentaires**

---

- Pauline Le Roux, « *Ansaroul Islam : l'essor et le déclin d'un groupe islamiste militant au Sahel* », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 13 août 2019.

- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Constante évolution des premières lignes dans la lutte contre les groupes islamistes militants en Afrique », *Infographie*, 30 juillet 2019.
- Pauline Le Roux, « Comment l'État islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21 juillet 2019.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Aperçu des réponses sécuritaires régionales au Sahel », *Infographie*, 5 mars 2019.
- Pauline Le Roux, « Le centre du Mali face à la menace terroriste », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 25 février 2019.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « La menace complexe et croissante des groupes islamistes militants au Sahel », *Infographie*, 21 février 2019.